

L'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève (1995-2011)

Etude basée sur les enquêtes électorales *Selects* (Swiss electoral studies)

Prof. Pascal Sciarini

Département de science politique et relations internationales
Université de Genève

Septembre 2012

*Toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment
au féminin et au masculin*

L'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève (1995-2011)

L'essentiel en bref

Ce rapport est basé sur les résultats de cinq enquêtes d'opinion réalisées auprès d'un échantillon de 600 à 800 personnes représentatif de la population genevoise possédant le droit de vote, au cours des trois semaines qui ont suivi les élections fédérales de 1995, 1999, 2003, 2007 et 2011. Il examine tour à tour la participation électorale, l'espace politique, le choix électoral et le potentiel électoral, en cherchant dans chaque cas à mettre en évidence l'évolution au cours du temps ainsi que les facteurs explicatifs sous-jacents.

Après une longue phase de déclin, puis de stagnation, de la *participation électorale*, le canton de Genève a enregistré une nette hausse de la participation, qui est désormais proche de la moyenne suisse, quoique légèrement en retrait en 2011. L'âge, le niveau d'éducation et le revenu, reflets du degré d'intégration sociale et politique, constituent les principaux déterminants socio-démographiques de la participation. En revanche, femmes et hommes ne se différencient pas en matière de participation électorale à Genève, contrairement à la situation prévalant au niveau suisse.

L'analyse de *l'espace politique*, défini par les principales lignes de conflit et par la position de l'électorat des partis sur ces lignes de conflit, met en évidence une accentuation de la polarisation gauche-droite entre 1995 et 2011. Cette polarisation gauche-droite se manifeste également dans le positionnement des partis sur la ligne de conflit relative au rôle que devrait jouer l'Etat, respectivement le marché, dans l'économie. La singularité de l'électorat UDC s'exprime avant tout en matière d'ouverture internationale, que cet électorat rejette fortement. Le soutien à l'ouverture internationale (Europe) et – dans une moindre mesure – aux "autres" (les Etrangers) est en net recul depuis 1995 dans l'électorat de tous les partis.

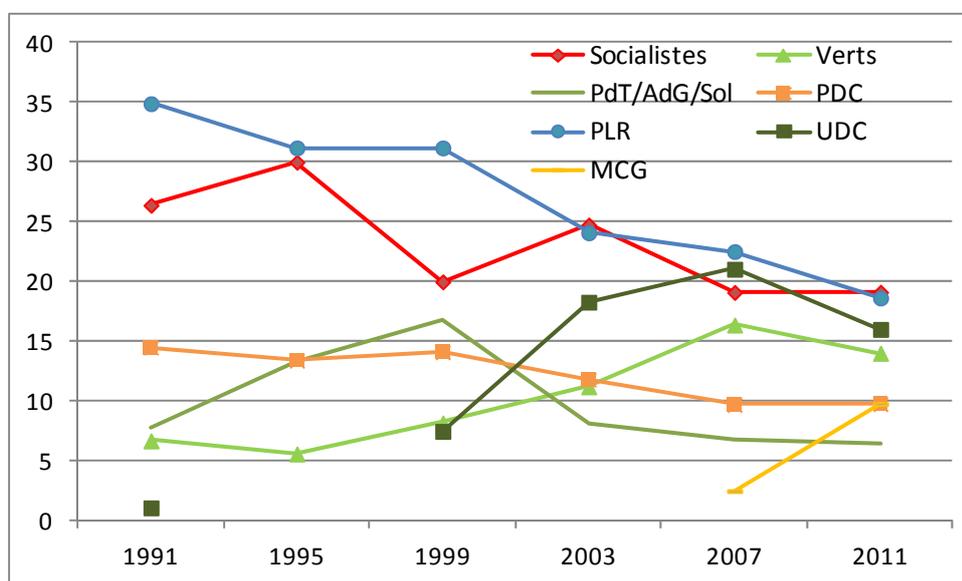
Si la formidable montée en puissance de l'UDC de 1995 à 2007 a profondément transformé le paysage partisan, ce parti a connu un coup d'arrêt en 2011, à Genève comme en Suisse. Le MCG, autre parti populiste ciblant son action sur la critique des frontaliers, en a profité pour conquérir un siège au Conseil national. L'analyse du *choix électoral* des divers groupes socio-démographiques révèle notamment le recul du vote PS parmi les ouvriers et les personnes faiblement éduquées, et l'augmentation du vote pour ce même parti parmi les professions socio-culturelles, qui soutiennent également fortement les Verts. A l'inverse, l'UDC s'est imposée parmi les ouvriers et les votants avec un niveau d'éducation élémentaire, mais est très peu soutenue par les spécialistes socio-culturels. Les Verts se caractérisent par ailleurs par un électorat jeune et à haut niveau de formation, tandis que l'électorat du PLR est relativement âgé.

Enfin, l'analyse du *potentiel électoral* – c'est-à-dire de la base électorale sur laquelle un parti peut en principe compter – et de la capacité de ce parti à convertir ce potentiel en vote, fait apparaître des trajectoires très différentes d'un parti à l'autre. Cette analyse montre notamment que les succès électoraux de l'UDC, à Genève comme en Suisse, ne sont pas dus à sa capacité à élargir son potentiel électoral, mais à sa forte capacité à exploiter ce potentiel.

Introduction

Les élections fédérales de 2011 ont été marquées par le recul de l'UDC, qui a subi son premier revers électoral après une série ininterrompue de succès entre 1995 et 2011. Le graphique 1 présente l'évolution de la force électorale des partis entre 1991 et 2011 à Genève. Le Parti radical et le Parti Libéral ayant désormais fusionné, le graphique présente leur force électorale cumulée pour l'ensemble de la période. Les Verts libéraux, qui ont réalisé 3.2% des voix en 2011, ne sont pas présentés sur le graphique.

Graphique 1 : Force électorale des partis à Genève, Conseil national (1991-2011, en %)



Ce graphique met en évidence la fragmentation croissante du système de partis à Genève. Alors qu'au début de années 1990 deux forces politiques (les libéraux-radicaux et les socialistes) dominaient (35% des voix pour les premiers, plus de 25% pour les seconds), en 2011 les voix s'éparpillent entre une dizaine de partis, dont plus aucun n'atteint la barre des 20%. On relèvera, en particulier, l'effondrement de la droite libérale: au cours des vingt dernières années, les libéraux-radicaux ont perdu presque la moitié de leur force électorale. Si l'UDC et les Verts ont tiré leur épingle du jeu entre 1995 et 2007 (de 0 à 21.1% pour l'UDC, de 5.6% à 16.4% pour les Verts), ils ont tous deux subi un léger tassement en 2011. A Genève, le MCG est le seul parti qui a bénéficié d'une forte progression en 2011 (+7% par rapport à 2007).

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du projet *Selects* (Swiss electoral studies, cf <http://www.selects.ch>). Depuis 1995, une vaste enquête d'opinion, financée par le Fonds national pour la recherche scientifique (FNS), est conduite après les élections fédérales d'octobre auprès d'un échantillon de 2000 personnes représentatif de la population suisse. Grâce au subside du FNS (en 1995), puis grâce au soutien financier de la République et canton de Genève (en 1999, 2003, 2007 et 2011), le nombre de personnes interrogées dans le canton de Genève a pu être substantiellement augmenté (de 200 à 800 en 1995, de 200 à 600 dans les quatre enquêtes ultérieures). Ces sur-échantillonnages nous permettent d'étudier séparément le comportement électoral dans le canton de Genève. Genève constitue ainsi, avec Zurich et le Tessin, le seul canton dans lequel des données cantonales sont disponibles pour les cinq dernières élections fédérales.

En échange du subside accordé en 2011 par les autorités genevoises, l'auteur du présent rapport a offert de livrer une étude sur l'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève, en réutilisant à cette fin les données collectées lors des cinq enquêtes. Comme celui qui l'a précédé (Sciarini 2008), ce rapport reprend dans les grandes lignes la structure de la brochure de présentation des résultats de l'enquête post-électorale conduite au niveau suisse (Lutz 2008 et 2012).¹ Il complète par ailleurs deux études plus anciennes, ciblées plus spécifiquement sur le problème de l'abstentionnisme électoral à Genève (Wernli 1995; Lachat et Sciarini 2000).

Ce rapport comprend quatre chapitres. Le premier chapitre porte sur la participation électorale, le second sur le positionnement politique de l'électorat des différents partis, le troisième sur le choix électoral et le quatrième sur le potentiel électoral. Chaque chapitre est articulé autour d'une question principale, l'accent étant systématiquement mis sur l'analyse de l'évolution au cours des douze dernières années:

1. Comment se caractérise l'évolution de la participation électorale et des déterminants de cette participation?
2. Comment l'électorat des partis se positionne-t-il dans "l'espace politique" et comment ce positionnement a-t-il évolué?
3. Comment se caractérise l'évolution du choix électoral et des déterminants de ce choix?
4. Comment a évolué le potentiel électoral des principaux partis politiques, ainsi que leur capacité à exploiter ce potentiel?

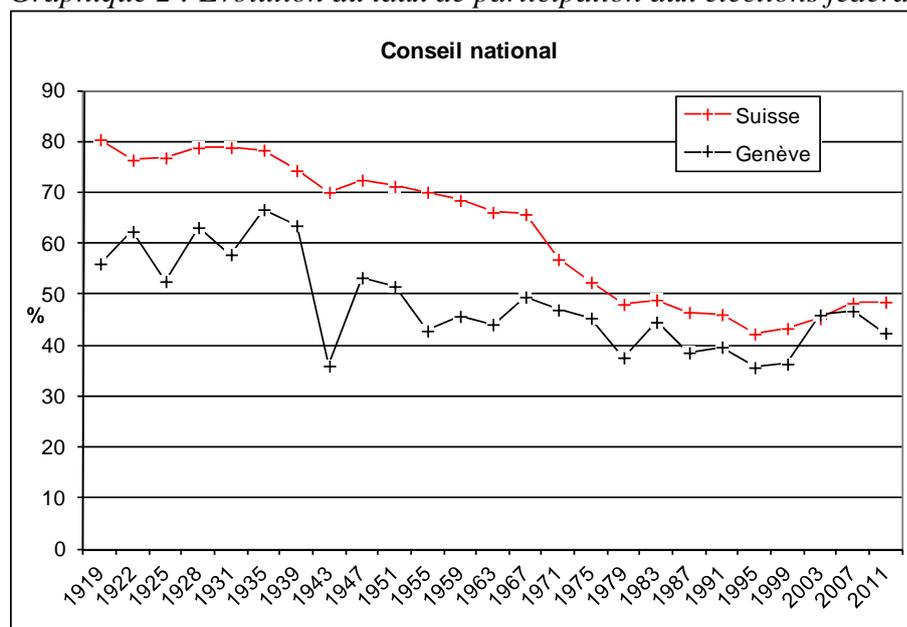
¹ On se référera à ces deux publications et à leur annexe pour en savoir plus sur les données et sur l'interprétation des résultats (pondérations, marges d'erreur, etc.). Les données sont accessibles en ligne sur le site du service de données DARIS du Centre de compétence suisse en sciences sociales (FORS – www.fors.unil.ch).

1. La participation électorale

1.1 La participation à Genève lors des élections fédérales

Le taux de participation aux élections fédérales de 2011 dans le canton de Genève s'est élevé à 42.4%, en léger recul par rapport à 2007.² Comme le montre le graphique 2, le niveau de participation a historiquement été plus bas à Genève que dans le reste de la Suisse. Toutefois, l'écart de participation s'est progressivement réduit au cours des dernières décennies. Stabilisé autour de 10% dans les années 80 et 90, cet écart été comblé en 2003, à la suite de la forte augmentation de la participation (presque 10%) enregistrée cette année-la dans le canton de Genève. En 2011, la participation a à nouveau été légèrement inférieure (de 4%) à Genève, par rapport à la moyenne suisse.

Graphique 2 : Evolution du taux de participation aux élections fédérales, 1919-2011



Source : Office fédéral de la statistique

Genève a été le premier canton romand à avoir introduit le vote par correspondance "facilité" (en 1995). Ce système, qui était déjà en vigueur dans presque tous les cantons alémaniques, s'est entre-temps généralisé. Le vote par correspondance est très fortement utilisé dans les

² Le taux officiel de participation à Genève indiqué sur le site de l'Office fédéral de la statistique est de 42.7%, alors que le taux calculé sur la base des données individuelles collectées par le Service des votations et élections (SVE) de 44.8%. Cette différence s'explique principalement par le fait que les données collectées par le SVE ne tiennent pas compte des Suisses de l'étranger.

cantons urbains comme Bâle-Ville ou Genève, où il représente désormais plus de 90% des bulletins de vote exprimés.

1.2 Les caractéristiques des votants

Le niveau de participation politique est souvent surestimé dans les enquêtes d'opinion. Nos données ne dérogent pas à cette règle: dans les quatre enquêtes, le taux de participation mesuré dans le sondage est supérieur d'environ 20% au taux de participation réel. Ce biais peut s'expliquer par deux facteurs. D'une part, la disponibilité à répondre à un sondage de ce type est plus grande chez celles et ceux qui s'intéressent à la politique et qui, souvent, participent aux élections. D'autre part, une partie des abstentionnistes qui acceptent de prendre part à l'enquête disent avoir participé aux élections, car ce comportement est perçu comme "socialement désirable". Pour corriger cette surreprésentation des participants dans notre échantillon, nous avons pondéré nos données dans les analyses relatives à la participation, en attribuant plus de poids aux abstentionnistes et moins aux participants, de manière à ce que l'importance relative de ces deux groupes soit la même que lors du scrutin.

Interrogés sur la principale raison qui les a amené à participer aux élections fédérales, les interviewés citent en premier lieu la tradition/le devoir (tableau 1). La volonté d'influencer la politique et de "co-décider" (en recul en 2011), tout comme l'intérêt pour la politique et le soutien à un candidat ou à une politique, sont nettement plus secondaires. Les Genevois (comme les Romands en général) se distinguent ici des Alémaniques, qui invoquent nettement plus souvent la volonté de co-décider, d'influencer la politique, que la tradition/le devoir.

Tableau 1: Raison la plus importante de participer (1995-2011, en %)

	1995	1999	2003	2007	2011
Tradition, devoir	47	47	35	38	48
Co-décision, influence	22	21	29	23	14
Intérêt politique	10	11	12	9	10
Soutien à un parti/candidat	8	4	4	8	6
Soutien à une politique	6	7	9	10	4
Autre raison	7	10	11	12	17
Total					
<i>N</i>	491	337	415	397	253

Exemple de lecture: en 1995, 47% des votants ont indiqué avoir participé aux élections par tradition ou devoir civique

Parmi les différentes raisons possible de ne pas participer aux élections, le manque de connaissance des partis et des candidats est celle qui trouve le plus d'écho parmi les

abstentionnistes (tableau 2). Viennent ensuite l'absence de partis/candidats convaincants et le manque d'intérêt pour la politique.

Tableau 2: Raisons de ne pas participer (1995-2011, en %; plusieurs réponses possibles)

	1995	1999	2003	2007	2011
Ne connaît pas suffisamment les partis/candidats	73	64	66	65	61
Pas intéressé par la politique	49	44	42	47	33
Convaincu par un aucun parti/candidat	44	41	42	40	49
Elections sont trop compliquées	43	41	35	39	-
Aller voter n'amène aucun avantage	30	34	31	-	-
A été empêché (maladie, absence,...)	31	29	32	34	28
<i>(N moyen)</i>	<i>393</i>	<i>345</i>	<i>180</i>	<i>175</i>	<i>290</i>

Exemple de lecture: en 1995, 73% des non-votants ont indiqué que l'insuffisante connaissance des partis et des candidats a constitué une raison de ne pas participer

Caractéristiques socio-démographiques

Comme au niveau suisse, les résultats des cinq enquêtes confirment que la participation électorale dans le canton de Genève varie selon le statut économique et social des citoyennes et citoyens ou, plus vraisemblablement, selon leur niveau d'intégration sociale et professionnelle. L'âge, le revenu, l'état civil et le niveau de formation apparaissent comme des critères pertinents à cet égard (tableau 3).

Selon le tableau 3, le niveau de participation électorale des femmes a été pour la première fois légèrement supérieure à celui des hommes à Genève. Toutefois, cette différence n'est pas significative d'un point de vue statistique – et les données réelles sur la participation collectées par le Service des votations et élections donnent d'ailleurs une image inverse (47% de participation pour les hommes et 43% pour les femmes). Reste qu'en termes de participation électorale Genève se distingue du reste de la Suisse: selon les résultats des enquêtes nationales *selects* de 1995 à 2011, le différentiel de participation hommes-femmes demeure marqué en Suisse (près de 10% ; voir Lutz 2008 et 2012), alors qu'il n'est plus significatif à Genève.

Selon une étude basée sur les chiffres de participation réelle dans le canton de Genève lors des élections fédérales de 1995 les femmes participent, certes, légèrement moins que les hommes, mais cette moindre participation vaut surtout pour les femmes âgées, qui sont par ailleurs plus nombreuses que les hommes âgés (Sciarini et al. 2001). L'octroi tardif du droit de vote aux femmes et le retard de socialisation politique qui en résulte, ainsi que la surreprésentation parmi les femmes âgées d'états matrimoniaux favorables à la désintégration sociale et à l'abstentionnisme (séparation, divorce et, surtout, veuvage), constituent les deux principales

explications du fort taux d'abstentionnisme parmi les femmes âgées.³ Une étude plus récente et plus systématique, basée sur tous les scrutins de la période 1996-2007 dans le canton de Genève (élections et votations, au niveau fédéral et cantonal), montre que le différentiel de participation entre les hommes et les femmes est de l'ordre de 3% seulement et n'évolue pas dans le temps (Tawfik et al. 2012).

Tableau 3: Participation selon les caractéristiques socio-démographiques (1995-2011, en %)

	1995	1999	2003	2007	2011
	36	37	46	47	44
Sexe					
Hommes	37	40	47	50	43
Femmes	34	34	45	44	47
Age					
18-24	16	26	33	25	33
25-34	18	15	30	38	29
35-44	39	32	35	38	34
45-54	42	40	44	44	43
55-64	51	60	57	57	57
65-74	56	53	61	61	60
75+	54	50	67	67	75
Niveau d'éducation					
Ecole obligatoire	31	33	49	33	39
Apprentissage	33	32	51	35	41
Formation professionnelle, maturité	37	38	40	50	40
Université/HES	44	41	45	65	56
Revenu					
Jusqu'à 3000.- par mois	32	31	40	39	44
3001.- à 5000.-	34	31	41	50	42
5001.- à 9000.-	35	41	51	47	47
Plus de 9000.-	46	47	54	55	44
Etat civil					
Célibataire	26	31	41	37	33
Marié-e	40	41	53	53	51
Divorcé-e/séparé-e	34	33	37	45	48
Veuve-veuf	47	35	46	56	62
<i>N (minimal)</i>	780	584	594	568	571

Exemple de lecture: en 1995, 37% des hommes et 34% des femmes ont participé aux élections fédérales

En revanche, les autres caractéristiques qui influencent la participation électorale au niveau suisse exercent le même effet à Genève: la participation électorale augmente avec l'âge ainsi que, tendanciellement, avec le niveau de revenu et avec le niveau d'éducation; en outre, la participation est plus élevée parmi les personnes mariées que parmi les célibataires. On

³ Selon le tableau 3, les veufs/ves ont davantage participé que les autres états matrimoniaux en 2011. Cependant, ce résultat ne différencie pas les hommes et les femmes, et ne contrôle pas l'effet de l'âge.

observe toutefois que la relation entre le niveau de revenu et le taux de participation n'est pas très forte, et même inexistante en 2011. De même, la relation entre le niveau d'éducation et le taux de participation est fluctuante: la participation électorale augmente fortement avec le niveau d'éducation en 2007 et, dans une moindre mesure, en 2011, mais pas en 2003. Ceci tient en partie au fait que l'effet du niveau d'éducation est atténué par les interférences avec d'autres caractéristiques individuelles, en particulier l'âge. De même, le résultat selon lequel les célibataires participent moins que les mariés est lié à l'âge: il y a plus de jeunes parmi les célibataires; or, l'abstentionnisme est nettement plus élevé parmi les jeunes.

Caractéristiques politiques

La participation diffère encore plus fortement en fonction des caractéristiques politiques (tableau 4). Les personnes qui se positionnent à gauche ou à droite participent davantage que celles qui se situent politiquement au centre, probablement parce que le positionnement au centre reflète, pour une partie de l'électorat, une certaine indifférence à la politique.⁴ De fait, le niveau de participation électorale varie très fortement selon l'intérêt pour la politique: les personnes qui sont très intéressés par la politique ont un niveau de participation électorale extrêmement élevé, alors que celles qui ne s'y intéressent pas participent très peu. De même, la participation électorale va de paire avec la participation aux votations: elle est très élevée parmi les personnes qui participent toujours ou presque toujours aux votations fédérales et elle est très faible parmi les personnes qui ne participent jamais ou presque jamais aux votations.

Tableau 4: Participation selon les caractéristiques politiques (1995-2011, en %)

	1995	1999	2003	2007	2011
Orientation politique					
Gauche (0-3)	45	45	53	54	63
Centre (4-6)	37	35	40	44	36
Droite (7-10)	44	41	58	55	47
Intérêt pour la politique					
Très intéressé	66	76	79	75	75
Plutôt intéressé	49	51	57	65	51
Plutôt pas intéressé	21	19	30	20	30
Pas du tout intéressé	5	8	13	14	10
Participation aux votations					
0 à 3 sur 10	4	7	2	6	5
4 à 6 sur 10	21	15	35	31	22
7 à 10 sur 10	59	59	69	71	69
N (minimal)	780	584	594	568	571

Exemple de lecture: parmi les personnes qui se positionnent à gauche, la participation s'est élevée à 45% en 1995

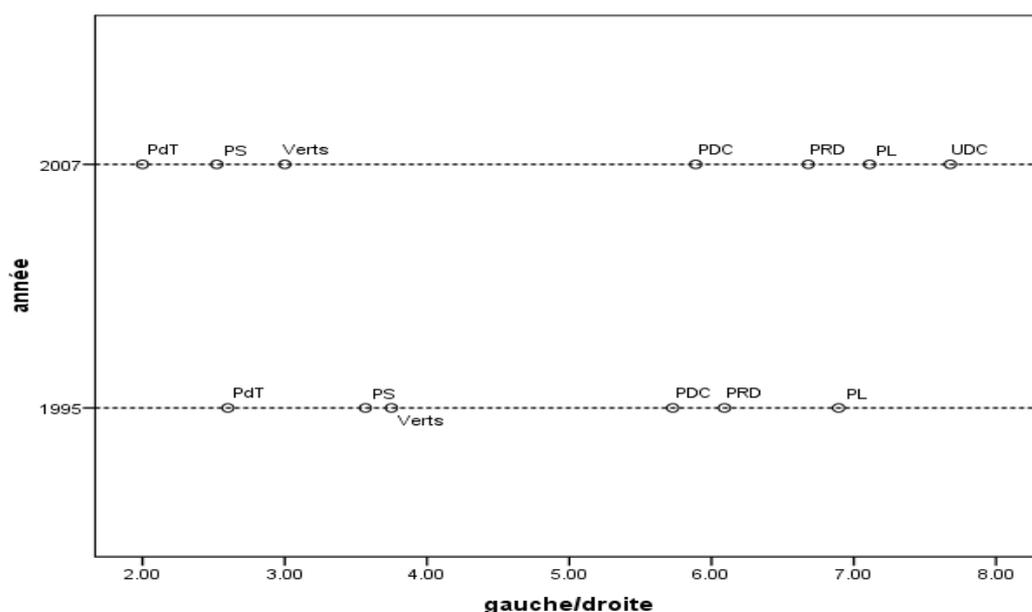
⁴ On notera que les citoyens de gauche ont sensiblement plus participé que ceux de droite en 2011.

2. L'espace politique

Le positionnement des partis dans l'espace politique constitue un facteur explicatif important du comportement électoral. Souvent, les votants et votants choisissent un parti en fonction du profil idéologique de celui-ci et des valeurs qu'il défend. Dans la recherche électorale, on utilise volontiers l'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite comme mesure de la préférence idéologique des électeurs et électrices. Concrètement, nous demandons aux personnes interrogées dans le sondage de bien vouloir se positionner sur une échelle de 0 à 10, sur laquelle 0 signifie "gauche" et 10 "droite". Bien que souvent contestée, la dimension gauche-droite demeure, en Suisse comme ailleurs en Europe, la dimension qui tout à la fois structure le plus et résume le mieux les conflits existant au sein de l'élite partisane et au sein de la population.

Le graphique 3 présente la position moyenne de l'électorat des principaux partis politiques genevois sur l'échelle gauche-droite en 1995 et en 2007 (avec l'ensemble des formations de la gauche radicale réunies sous l'acronyme PdT). Les résultats de 2011 présentant une image très similaire à celle de 2007, nous reproduisons ci-dessous le graphique présenté dans le précédent rapport (Sciarini 2008 : 9).

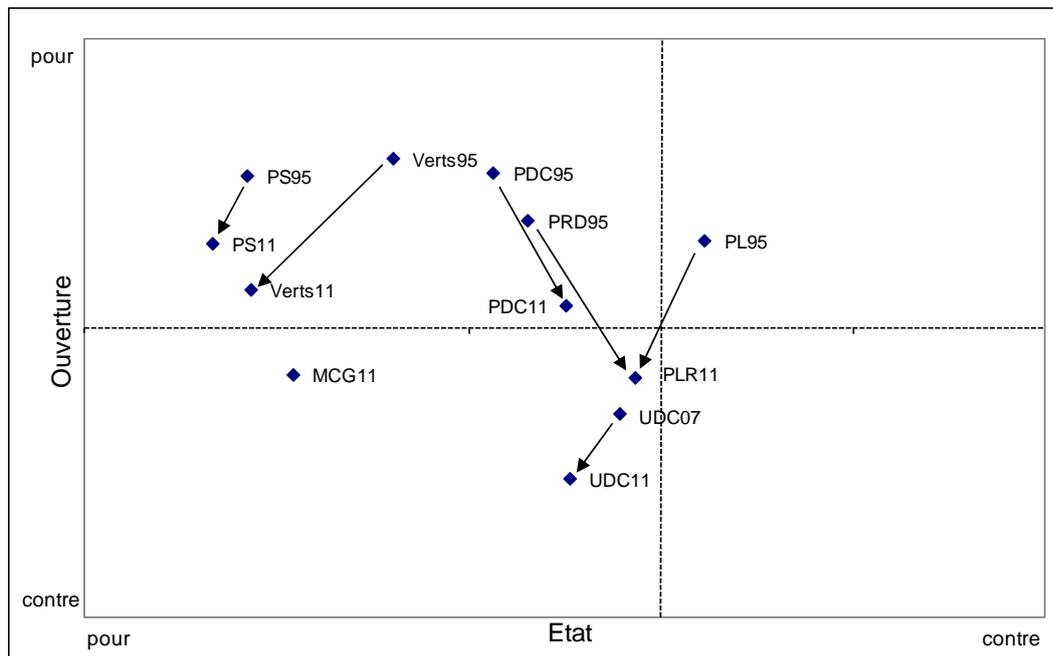
Graphique 3: Auto-positionnement gauche-droite de l'électorat des partis politique (1995, 2007)



Le graphique 3 met en évidence une augmentation de la polarisation gauche-droite au cours des quinze dernières années: l'électorat de tous les partis – et en particulier des partis de gauche – s'est déplacé en direction de l'un des deux pôles entre 1995 et 2007. Au final, l'écart entre l'électorat de gauche (PdT, PS et Verts), d'un côté, et l'électorat de droite (PDC, PRD, PL, UDC), de l'autre, a fortement augmenté. Ce résultat est d'autant plus frappant pour un canton qui était déjà traditionnellement considéré comme fortement polarisé. L'apparition de l'UDC sur la scène politique cantonale, ainsi que le repositionnement des autres partis qui s'en est suivi, expliquent peut-être cet accroissement de la polarisation. En 2011, l'électorat du PLR et celui du PDC ont encore légèrement glissé vers la droite, alors que les électeurs ayant voté MCG se situent au centre-droit – et sont surtout très hétérogènes en ce qui concerne leur positionnement gauche-droite. Cependant, ce dernier résultat est à considérer avec prudence, car il est basé sur un très petit nombre d'observations (14; dans notre échantillon, seulement 14 personnes ont voté MCG).

En complément de la dimension gauche-droite, nous examinons également le positionnement de l'électorat des partis sur deux lignes de conflits plus concrètes qui sont, selon de nombreuses études, les deux dimensions les plus importantes de la politique suisse: une opposition de type économique relative au rôle que devrait jouer l'Etat, respectivement le marché, dans l'économie; une opposition de type culturel relative à l'ouverture, respectivement à la fermeture, souhaitable de la Suisse vis-à-vis du monde extérieur et des Etrangers. Dans les enquêtes Selects, nous posons des questions relatives à la "Suisse souhaitée" en demandant aux personnes interrogées d'indiquer leur préférence sur une échelle allant de 0 à 6. Pour mesurer les attitudes politiques relatives au conflit "Etat-marché", nous nous servons de deux questions de nature redistributive, l'une portant sur le financement de l'Etat ("dans quelle mesure êtes-vous d'accord d'augmenter la taxation des hauts revenus?"), l'autre sur les dépenses de l'Etat ("dans quelle mesure êtes-vous favorable à une réduction/une augmentation des dépenses sociales?"). Pour mesurer les attitudes sur la dimension d'ouverture internationale, nous utilisons également deux questions, l'un relative à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne ("dans quelle mesure êtes-vous favorable à l'adhésion"), l'autre relative aux Etrangers (dans quelle mesure êtes-vous favorable à une Suisse qui accorde des chances égales aux Suisses et aux Etrangers?). Le graphique 4 présente la position moyenne de l'électorat de chacun des partis sur ces deux dimensions (Etat-marché sur la dimension horizontale et ouverture sur la dimension verticale) en 1995 et 2011 (2007 et 2011 pour l'UDC, seulement 2011 pour le MCG).

Graphique 4: Position moyenne de l'électorat des partis sur la dimension Etat-marché et sur la dimension ouverture-fermeture (1995, 2011)



Notons pour commencer que la mesure de l'opposition Etat-marché souffre d'un biais dans l'enquête *Selects*. Selon les réponses à l'enquête, tous les électeurs, tous partis confondus, sont plutôt favorables à l'augmentation des dépenses sociales et à l'augmentation de la taxation des hauts revenus. Or, lorsqu'elle est interrogée sur ces questions en votations populaires, la population suisse (ou genevoise) est beaucoup plus hostile. Ceci étant dit, on constate néanmoins que les partis se différencient les uns des autres sur cette dimension, sur un continuum qui va du PS (dont l'électorat est le plus favorable à "l'Etat") au PLR (dont l'électorat est le plus favorable au "marché"). Comme c'était le cas précédemment pour la dimension gauche-droite (graphique 3), on observe une tendance à la polarisation sur la ligne de conflit économique Etat-marché entre 1995 et 2011 – en particulier de la part de l'électorat des Verts, devenu nettement plus favorable à l'Etat.

Cependant, l'évolution la plus flagrante concerne la deuxième dimension: l'électorat de tous les partis sans exception s'est déplacé vers le pôle fermeture. Une analyse plus fine montre que c'est surtout la réticence croissante vis-à-vis de l'adhésion à l'UE qui est responsable de cette évolution. Comme on pouvait s'y attendre, c'est l'électorat UDC qui affiche les préférences les plus favorables à la fermeture de la Suisse (rejet ferme de l'adhésion à l'UE et volonté d'accorder la priorité aux Suisse par rapport aux Etrangers). C'est d'ailleurs clairement sur cette deuxième dimension relative à l'ouverture de la Suisse au monde et aux autres, que

l'électorat UDC occupe une position singulière. Les électeurs des autres partis ne se différencient guère les uns des autres sur cette seconde dimension: ils se situent désormais tous près de la moyenne, ce qui signifie qu'ils affichent des préférences relativement neutres sur cette dimension. En 2007 comme en 2011, l'électorat UDC ne se distingue pas de celui des autres partis de droite sur la dimension économique (sa position moyenne est même plus favorable à l'Etat que celle de l'électorat du PLR). Enfin, même si ce résultat est à nouveau à considérer avec prudence au vu du faible nombre d'observations, on notera avec intérêt que l'électorat MCG présente un profil qui penche plutôt – mais pas très fortement – pour la fermeture, et qui penche par contre résolument pour l'Etat, c'est-à-dire pour des politiques redistributives.⁵

3. Le choix électoral

Qui vote pour quel parti? Cette question est au cœur de la recherche électorale. Nous examinons tour à tour le profil socio-démographique de l'électorat des différents partis, puis les caractéristiques politique de cet électorat. Pour conduire ces analyses, nous avons préalablement pondéré les résultats du sondage pour les faire correspondre avec la force électorale réelle des partis (dans les enquêtes, la force électorale du PS est souvent surévaluée, tandis que la force électorale de l'UDC est sous-évaluée). Compte tenu de l'effectif limité d'électeurs pour certains partis, les pourcentages sont à considérer avec prudence. Pour cette même raison, nous devons renoncer à présenter les résultats pour le MCG et pour la gauche radicale et nous mettons entre parenthèses les résultats qui portent sur moins de 30 votants.

Caractéristiques socio-démographiques

Le tableau 5 présente la part des différentes catégories d'électeurs dans l'électorat des principaux partis genevois pour deux relevés, 1995 et 2011.

Il n'existe pas de différence significative de choix électoral entre les hommes et les femmes à Genève. Le choix électoral varie quelque peu selon l'âge, en particulier chez les Verts et le PLR: les votes en faveur des Verts diminuent avec l'âge (surtout en 1995; en 2011, c'est essentiellement la catégorie la plus âgée qui se distingue des autres); à l'inverse, les votes en faveur du PLR augmentent tendanciellement avec l'âge.

⁵ Ce résultat, certes purement indicatif, est à mettre en parallèle avec le positionnement des élus du MCG au Grand Conseil sur les questions de politique sociale, qui sur ces questions votent assez fréquemment avec la gauche.

Tableau 5: Choix électoral selon les caractéristiques socio-démographiques (1995, 2011, en %)

	1995						2011				
	PRD	PDC	PS	PL	Verts	PdT	PLR	PDC	PS	UDC	Verts
Sexe	14	14	32	19	(6)	14	24	13	25	21	18
Hommes	16	18	34	17	(4)	11	26	13	24	22	16
Femmes	13	12	31	20	(7)	17	23	12	25	20	20
Age											
18-34	13	11	26	13	(16)	21	17	10	29	21	23
35-49	8	11	37	19	(6)	19	20	18	25	16	21
50-64	17	16	31	19	(1)	15	21	8	28	20	24
65+	20	22	32	23	(4)	0	34	16	19	24	7
Niveau d'éducation											
Ecole obl. / apprentissage	15	18	40	15	(5)	7	22	10	20	35	13
Formation prof. / gymnasiale	14	13	28	19	(7)	20	27	5	28	22	17
Université/HES	13	12	25	25	(7)	18	23	19	27	7	23
Classe sociale											
Spécialiste socio-culturel	16	9	32	9	(11)	23	15	12	33	7	33
Spécialiste technique	19	31	19	12	(0)	19	(20)	(20)	(40)	(0)	(20)
Manager/Prof. libérale	19	19	27	28	(4)	5	33	17	18	20	12
Artisan, commerçant	17	11	44	28	(0)	0	(39)	(12)	(12)	(31)	(8)
Ouvrier	12	9	39	17	(6)	16	15	10	26	33	15
Revenu											
Jusqu'à 3000.-	18	16	55	11	(0)	0	(55)	(0)	(9)	(18)	(18)
3000.- à 5000.-	12	14	38	12	(12)	13	18	8	26	39	10
5000.- à 9000.-	12	11	35	8	(7)	27	16	13	30	27	15
Plus de 9000.-	18	20	22	29	(4)	6	29	16	22	11	23
Religion											
Protestant	19	4	36	24	(4)	9	39	0	24	18	18
Catholique	13	29	30	12	(2)	17	22	25	11	28	16
Sans confession	5	3	34	13	(19)	33	13	6	42	17	22
<i>N (moyen)</i>	<i>53</i>	<i>53</i>	<i>118</i>	<i>70</i>	<i>(22)</i>	<i>52</i>	<i>68</i>	<i>34</i>	<i>69</i>	<i>58</i>	<i>51</i>

Exemple de lecture: 16% des hommes ont choisi le parti radical (PRD) en 1995, contre 13% des femmes; les chiffres correspondants (pour le PLR) s'élèvent à 26% et 23% en 2007.

Le choix électoral varie plus fortement en fonction du niveau d'éducation, surtout pour la gauche et l'UDC. Au sein du PS, on note un curieux renversement de tendance entre 1995 et 2011: alors qu'en 1995 le vote PS était très répandu parmi les personnes à bas niveau d'éducation, ce segment de l'électorat semble s'être en partie détourné du PS. En 2011, le vote pour les Verts augmente avec le niveau d'éducation alors que le vote UDC suit une courbe inverse: il diminue très fortement avec le niveau d'éducation (moins de 10% des voix pour l'UDC parmi les titulaires d'un titre universitaire ou HES).

La catégorisation en classe sociale vise à mieux cerner les préférences du vaste ensemble que constitue désormais la classe moyenne, notamment en distinguant la "nouvelle classe moyenne" (spécialistes socio-culturels, c'est-à-dire enseignants, professions de la santé, de l'éducation et du social) de "l'ancienne classe moyenne" (artisans, commerçants, agriculteurs). La répartition des votes en fonction de la classe sociale confirme que les spécialistes socio-culturels et les spécialistes techniques constituent désormais, à Genève comme en Suisse, le bastion électoral de la gauche (voir aussi Sciarini 2010a, 2010b et 2010c). A l'inverse, la proportion d'artisans/commerçants et d'ouvriers votant pour le PS a fortement diminué. Le profil socio-démographique de l'électorat UDC est un peu le miroir inversé de celui de la gauche: très peu de soutien parmi les spécialistes socio-cultures et techniques, et fort soutien parmi les ouvriers, auprès de qui il réalise son meilleur score en 2011 (33%), et parmi l'ancienne classe moyenne (artisans et commerçants). Le profil socio-professionnel de l'électorat du PLR et du PDC est un plus homogène, avec toutefois une forte implantation du PLR parmi les managers, les chefs d'entreprise et les professions libérales.

Le lien entre revenu et choix électoral ne fait pas apparaître de tendance claire. La distribution selon la confession confirme l'ancrage encore prononcé du PDC parmi les catholiques (29% d'entre eux ont choisi ce parti en 1995, 25% en 2011) et du PLR parmi les protestants (39% des protestants ont voté pour ce parti en 2011). Les partis de gauche (surtout le PS) sont quant à eux fortement surreprésentés parmi les personnes sans confession.

4. Le potentiel électoral

Quelle est la base électorale sur laquelle un parti peut théoriquement compter? Et quelle est ensuite la capacité de ce parti à convertir ce potentiel électoral en soutien effectif? Dans les enquêtes Selects, nous demandons aux personnes interrogées d'estimer, sur une échelle de 0 à 10, les chances qu'elles "votent un jour pour le parti X". L'avantage de cette mesure, par rapport à celle relative au choix électoral ("pour quel parti avez-vous voté?"), est qu'elle fournit des informations sur les préférences "relatives" de l'électorat, et pas seulement sur ses préférences "absolues" – le parti pour lequel chaque personne a voté. De ce fait, la mesure de probabilité de vote permet de comparer l'attractivité des différents partis et elle permet aussi d'obtenir des informations sur les petits partis : alors que la question sur le choix électoral souffre du (trop) faible nombre de répondants ayant choisi un petit parti, la mesure de

probabilité de vote ne présente pas ce problème puisqu'elle est posée à l'ensemble de l'échantillon.

Sur la base de cette mesure de la probabilité de vote au niveau individuel, il est possible de calculer le potentiel électoral des partis au niveau agrégé,⁶ ainsi que leur taux de concrétisation: ce taux n'est rien d'autre que le ratio entre leur force électorale effective (pourcentage des voix exprimées pour un parti) et leur potentiel électoral. Le tableau 6 présente le potentiel électoral et le taux de concrétisation pour les principaux partis genevois en 1995, 2003, 2007 et 2011. Pour 2011, nous présentons également les résultats relatifs au MCG et aux Verts libéraux.

Tableau 6 : potentiel électoral et taux de concrétisation (1995, 2003, 2007, 2011)

		Potentiel électoral	Force électorale	Taux de concrétisation
Verts	1995	49	5.6	11
	2003	52	11.2	22
	2007	59	16.4	28
	2011	52	14	27
PS	1995	54	30	56
	2003	54	24.8	46
	2007	50	19.1	39
	2011	51	19.1	37
PDC	1995	38	13.4	35
	2003	33	11.8	36
	2007	39	9.7	24
	2011	36	9.8	27
PRD	1995	41	13.5	33
	2003	31	7.3	24
	2007	35	7.7	22
PL	1995	42	17.8	42
	2003	36	16.8	46
	2007	39	14.8	38
PLR	2011	38	18.6	49
UDC	2003	25	18.3	73
	2007	26	21.1	81
	2011	22	16	73
MCG	2011	24	9.8	41
Verts libéraux	2011	40	3.2	8

Exemple de lecture: en 1995, le potentiel électoral des Verts était de 49%; comme leur force électorale effective s'élevait alors à 5.6%, le taux de concrétisation des Verts s'établissait à 11%

⁶ Pour plus de détails relatifs à la mesure de probabilité de vote et au potentiel électoral, ainsi qu'au lien entre probabilité de vote et vote effectif, voir Sciarini (2010a, 2010b et 2010c, en particulier les annexes).

Ce tableau met en évidence des trajectoires différentes d'un part à l'autre, ou d'un groupe de parti à l'autre. S'agissant tout d'abord du *potentiel électoral*, on constate que celui-ci est le plus élevé pour les deux partis de gauche, le PS et les Verts. Les partis du centre droit (PDC et PLR) ont un potentiel moyen et relativement stable. Enfin, l'UDC et le MCG disposent comparativement d'un potentiel électoral nettement plus faible (20 à 25%).

Ce dernier résultat contraste évidemment singulièrement avec la forte progression électorale de l'UDC entre 1995 et 2007, qui a vu l'UDC devenir le premier parti du canton. Comme le montre la dernière colonne du tableau 6 l'UDC, qui se caractérisait déjà par un *taux de concrétisation* extrêmement élevé en 2003, a encore réussi à l'augmenter en 2007. Ainsi, les gains électoraux de l'UDC ne sont pas dus à l'augmentation de son potentiel électoral, mais à sa forte capacité de mobilisation, c'est-à-dire à sa capacité à convertir ce potentiel en soutien effectif. Ce constat ne vaut pas que pour Genève, mais également pour d'autres cantons et pour la Suisse en général (Lachat et Selb 2005a et 2005b; Sciarini 2010b). On observe en outre que le recul de l'UDC aux élections de 2011 s'explique à la fois par un léger recul de son potentiel électoral et par un léger recul de son taux de concrétisation. En 2011, le potentiel électoral du MCG est très légèrement supérieur à celui de l'UDC, mais son taux de concrétisation est par contre très nettement inférieur. Ce résultat tend à suggérer qu'il existe une marge de progression pour le MCG, mais celle-ci est néanmoins limitée par la concurrence existant avec l'UDC (voir ci-dessous).

En comparaison de l'UDC, les autres partis sont tous distancés en termes de concrétisation. Le PS présentait un taux de concrétisation élevé en 1995, mais ce taux a fortement diminué lors des trois dernières élections. Celui des Verts a suivi une courbe inverse – il a plus que doublé entre 1995 et 2007 – mais reste inférieur à celui du PS. Enfin, les partis du centre-droit n'ont pas seulement reculé en termes de potentiel mais aussi – à des degrés variables – en termes de concrétisation. Le résultat du PLR en 2011 est néanmoins impossible à comparer à la situation prévalant avant la fusion. De même, le résultat des Verts libéraux est purement indicatif, ce parti ayant fait son apparition peu avant les élections de 2011. Son caractère relativement centriste explique vraisemblablement le potentiel électoral élevé dont il bénéficie, mais pour lui – encore plus que pour les Verts traditionnels – la grande question est de savoir s'il parviendra à concrétiser ce potentiel, c'est-à-dire à attirer les voix des votants qui s'imaginent voter pour lui mais qui, pour l'heure, optent pour un autre parti (ou s'abstiennent).

Sur la base du potentiel électoral, il est également possible d'estimer le degré de concurrence existant entre les partis (tableau 7). A cette fin, on calcule le taux de chevauchement des potentiels existant entre chaque paire de partis, c'est-à-dire le pourcentage de personnes qui appartient au potentiel d'un parti X et qui appartient simultanément au potentiel d'un autre parti Y; plus ce chevauchement est élevé, plus cela signifie que les deux partis concernés se disputent le même électorat.⁷ Le tableau 7 présente tout d'abord le chevauchement en 1995, puis le chevauchement pour les mêmes partis en 2007, et enfin la situation de 2011 – avec le PLR fusionné, le MCG et les Verts libéraux.

Tableau 7: Chevauchement des potentiels (concurrence entre les partis) en 1995, 2007 et 2011

<i>1995</i>	<i>Verts</i>	<i>PS</i>	<i>PDC</i>	<i>PRD</i>	<i>PL</i>	<i>UDC</i>
Verts		0.78	0.85	0.80	0.78	-
PS	0.86		0.84	0.80	0.77	-
PDC	0.66	0.59		0.79	0.77	-
PRD	0.67	0.61	0.86		0.83	-
PL	0.67	0.60	0.86	0.84		-
UDC	-	-	-	-	-	

Exemple de lecture: en 1995, 86% des électeurs qui s'imaginaient pouvoir voter Verts s'imaginaient également pouvoir voter PS; 78% des électeurs qui s'imaginaient pouvoir voter PS s'imaginaient également pouvoir voter Verts

<i>2007</i>	<i>Verts</i>	<i>PS</i>	<i>PDC</i>	<i>PRD</i>	<i>PL</i>	<i>UDC</i>
Verts		0.86	0.79	0.73	0.74	0.66
PS	0.72		0.65	0.57	0.56	0.44
PDC	0.52	0.52		0.75	0.70	0.60
PRD	0.44	0.40	0.68		0.76	0.63
PL	0.48	0.44	0.70	0.84		0.68
UDC	0.29	0.23	0.40	0.46	0.45	

<i>2011</i>	<i>Verts</i>	<i>PS</i>	<i>PDC</i>	<i>PLR</i>	<i>UDC</i>	<i>MCG</i>	<i>Vertslib</i>
Verts		0.80	0.76	0.64	0.59	0.67	0.83
PS	0.79		0.70	0.58	0.50	0.60	0.72
PDC	0.52	0.49		0.71	0.61	0.58	0.67
PLR	0.47	0.43	0.76		0.70	0.64	0.69
UDC	0.25	0.22	0.38	0.41		0.69	0.36
MCG	0.31	0.29	0.39	0.40	0.74		0.36
Vertslib	0.65	0.57	0.75	0.73	0.64	0.60	

Nous discutons pour commencer les deux premiers tableaux (1995 et 2007). Comme on pouvait s'y attendre, la concurrence entre deux partis augmente avec leur proximité idéologique: deux partis proches l'un de l'autre sur le plan idéologique sont également le plus en concurrence sur le plan électoral, c'est-à-dire qu'ils se partagent le même électorat

⁷ Pour plus de détails sur le taux de chevauchement, voir Sciarini (2010b, annexe 1).

potentiel, ou presque. Ceci se manifeste très nettement pour les deux partis de gauche: en 2007, 86% du potentiel électoral du PS appartient aussi au potentiel électoral des Verts et 72% du potentiel électoral des Verts appartient aussi au potentiel électoral du PS. Ces résultats nous montrent également que la concurrence entre deux partis peut être asymétrique, c'est-à-dire plus favorable à l'un des deux partis. Dans le cas d'espèce, la concurrence est un peu plus favorable aux Verts (la part du potentiel électoral des Verts appartenant simultanément au potentiel électoral du PS est plus faible que la part du potentiel électoral du PS appartenant simultanément au potentiel électoral des Verts). L'évolution temporelle révèle à cet égard un renversement de tendance: en 1995, c'est le PS qui bénéficiait d'une concurrence asymétrique par rapport aux Verts.

La règle selon laquelle la concurrence augmente avec la proximité idéologique se manifeste aussi pour les trois partis de droite (PRD, PL, PDC). Le chevauchement des potentiels entre ces trois partis est en léger recul en 2007 par rapport à 1995, mais elle demeure néanmoins élevée. De plus, la concurrence semble plus symétrique qu'au sein de la gauche.

Enfin, le parti le plus singulier du point de vue idéologique (l'UDC) est également celui qui présente globalement la plus faible taux de chevauchement avec les autres partis. Toutefois, on constate qu'en 2007 la part du potentiel électoral UDC qui appartient également au potentiel des autres partis de droite est relativement élevée (sauf par rapport au PS), plus élevée en tout cas qu'au niveau national ou que dans d'autres cantons (Kriesi et al. 2005). Par contre, l'inverse n'est pas vrai: la part des personnes appartenant au potentiel électoral des autres partis mais s'imaginant aussi pouvoir voter UDC est faible, voire très faible à gauche; cela signifie que les électeurs potentiels socialistes ou verts ne peuvent pas s'imaginer voter UDC. A Genève, l'UDC souffre donc de ce point de vue d'une situation de concurrence asymétrique: son électorat potentiel appartient en bonne partie aussi à celui des autres partis, tandis que l'UDC ne peut guère compter sur l'électorat potentiel des autres partis.

Cette situation de concurrence asymétrique se manifeste aussi très clairement en 2011 (tableau du bas). A nouveau, une bonne part de l'électorat potentiel UDC appartient simultanément à celui des autres partis, alors que l'inverse n'est pas vrai – sauf une exception: l'électorat potentiel MCG appartient aussi en bonne partie à l'électorat potentiel UDC. D'ailleurs, on constate que le MCG se trouve dans une situation de concurrence très similaire à celle de l'UDC: l'électorat potentiel MCG pourrait aussi voter pour un autre parti, mais l'électorat potentiel des autres partis s'imagine nettement moins voter MCG (sauf celui de l'UDC).

Enfin, ce dernier tableau permet d'expliquer – au moins en partie – l'insuccès des Verts libéraux en 2011. Certes, ce parti a un assez grand potentiel électoral (voir tableau 6). A y regarder de plus près, il s'avère cependant qu'il partage cet électoral potentiel autant avec le centre-droit et la droite (PDC et PLR) qu'avec la gauche (PS et, surtout, Verts). Et si l'électoral potentiel du centre-droit lui rend pleinement cette sympathie, il n'en va pas de même pour l'électoral potentiel des partis de gauche, qui ne s'imaginent guère voter pour les Verts libéraux. Ainsi, bien que ce soit avec les Verts que le potentiel électoral des Verts libéraux se chevauche le plus (0.83), c'est l'électoral potentiel des partis du centre-droit qui semble le plus susceptibles de voter pour les Verts libéraux.

Conclusion

Pour une part, le comportement électoral à Genève s'inscrit en droite ligne de celui prévalant plus généralement dans le reste de la Suisse: à la formidable montée en puissance de l'UDC, sans conteste le changement le plus spectaculaire du paysage partisan entre 1995 et 2007, a succédé – à Genève comme en Suisse – le recul significatif de ce parti en 2011. Pour une autre part, Genève constitue néanmoins un cas à part: c'est le seul canton suisse dans lequel deux partis populistes et nationalistes coexistent – et engrangent chacun du succès, même si le succès de l'un se fait en partie au détriment de celui de l'autre. Si le système de partis genevois se caractérisait déjà, avant l'affirmation de l'UDC et du MCG, par une assez grande instabilité, l'arrivée en force de ces deux nouveaux partis – conjuguée à la progression des Verts, à la fusion libérale-radical et aux divisions à la gauche de la gauche – a accentué le phénomène et a provoqué une profonde transformation (fragmentation) du système de partis. Les résultats présentés dans ce rapport permettent de mettre en évidence quatre principaux changements. Premièrement, les partis traditionnels – de gauche et, plus encore, de droite (surtout le PLR) – ont subi de fortes pertes électorales. Les changements dans le comportement de vote des divers groupes socio-démographiques permettent d'esquisser des explications aux mouvements de "déalignement" et de "réalignement" en cours: entre 1995 et 2011, et en dépit de son positionnement plus à gauche que le parti national, le PS a subi une forte érosion de son soutien parmi les ouvriers et les personnes à faible niveau de formation; dans le même temps, il a encore renforcé son assise parmi les professions socio-culturelles – qui soutiennent également fortement les Verts. Par effet de miroir, l'UDC s'est imposée parmi les ouvriers et les votants avec un niveau d'éducation élémentaire, mais est très peu soutenue par les spécialistes socio-culturels. Les Verts se caractérisent pour leur part par un électoral

jeune et à haut niveau de formation, tandis que l'électorat de l'UDC et PLR est relativement âgé. Enfin, le PDC continue d'être soutenu essentiellement par les catholiques et le PLR plutôt par les protestants et les personnes occupant une position socio-professionnelle élevée (managers, chefs d'entreprise et professions libérales).

Deuxièmement, les progrès électoraux successifs de l'UDC ont renforcé la forte polarisation gauche-droite, qui était pourtant déjà très prononcée à Genève. Dans le même temps, on a assisté à un recul du soutien à l'ouverture internationale. L'ouverture internationale est fortement rejetée par l'électorat UDC, qui ne se distingue par contre guère de celui des autres partis de droite sur les questions de financement et d'intervention de l'Etat. Ainsi, à Genève comme en Suisse, l'UDC doit vraisemblablement son ascension électorale avant tout à son profil national-conservateur et à ses positions musclées sur les questions d'ouverture internationale et de politique d'asile et d'immigration. Bien que le MCG ait ciblé son action sur la rhétorique antri-frontatliers, son électorat semble occuper une position moins nettement défavorable à l'ouverture que celui de l'UDC, et relativement proche de la gauche sur la dimension économique et sociale.

Troisièmement, sous l'effet conjugué de la polarisation accrue de la politique suisse et de la "nationalisation" des élections fédérales, le canton de Genève a bénéficié d'une hausse – encore plus marquée qu'ailleurs – de la participation électorale. Le taux de participation aux élections fédérales à Genève a ainsi pu égaler le taux de participation moyen au niveau national dans les années 2000. Lors des dernières élections d'octobre 2011, le taux de participation a toutefois légèrement reculé à Genève. Ainsi, l'abstentionnisme continue de frapper plus de la moitié de l'électorat suisse ou genevois. Les facteurs explicatifs habituels de la participation continuent de jouer un rôle: parmi les facteurs socio-démographiques, on observe une influence de l'âge, du niveau d'éducation et du revenu, à considérer ici comme des indicateurs du degré d'intégration sociale et politique; parmi les facteurs politiques, on note le fort impact du manque d'intérêt pour la politique – mais aussi de l'insuffisante connaissance des partis et des candidats. En matière de déterminants de la participation électorale, Genève se distingue du reste de la Suisse sur un point: dans la République du bout du lac, les femmes ne participent pas moins aux élections fédérales que les hommes, alors que le différentiel de participation homme-femme est encore significatif au niveau suisse.

Enfin, l'analyse du potentiel électoral et de la capacité des partis à exploiter ce potentiel fait apparaître des trajectoires très différentes d'un parti à l'autre. Cette analyse montre notamment que les succès électoraux de l'UDC, à Genève comme en Suisse, ne sont pas dus à la capacité de ce parti à élargir son potentiel électoral – qui reste relativement stable – mais à sa capacité

à convertir ce potentiel en soutien effectif. En Suisse, il a été montré que cette capacité de mobilisation très élevée s'explique notamment par le fait que ce parti a moins de concurrents directs que les autres partis et a donc, par conséquent, moins de mal à convertir son potentiel électoral en votes effectifs (Kriesi et al. 2005). A Genève, cette explication n'est qu'en partie valable: comme nous l'avons vu, l'électorat potentiel de l'UDC s'imagine aussi voter pour d'autres partis, alors que l'électorat potentiel des autres partis s'imagine difficilement voter UDC. De ce point de vue, la base électorale de l'UDC semble donc plus fragile et moins "acquise" au parti que dans d'autres cantons. Ceci, conjugué au fait qu'à Genève l'UDC souffre d'une concurrence directe n'existant pas dans d'autres cantons (le MCG), contribue à expliquer pourquoi l'UDC reste plus faible à Genève qu'ailleurs en Suisse.

Bibliographie

Kriesi, Hanspeter et al. (ed.), (2005), *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich* (Zürich: NZZ Verlag).

Lachat, Romain et Pascal Sciarini (2000) "L'abstentionnisme électoral dans le canton de Genève. Etude réalisée à l'occasion des élections fédérales de 1999." Genève: Département de science politique.

Lachat, Romain and Peter Selb (2005). "Schweiz." In Kriesi, Hanspeter et al. (ed.) *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*. Zürich: NZZ Verlag, 41-58.

Lachat, Romain and Peter Selb (2005). "Kantonaler Vergleich." In Kriesi, Hanspeter et al. (ed.) *Der Aufstieg der SVP. Acht Kantone im Vergleich*. Zürich: NZZ Verlag, 237-255.

Lutz, Georg (2008). *Elections fédérales 2007: Participation et choix électoral*. Lausanne: FORS (Swiss foundation for research in social sciences).

Lutz, Georg (2012). *Elections fédérales 2012: Participation et choix électoral*. Lausanne: FORS (Swiss foundation for research in social sciences).

Sciarini, Pascal (2008) "L'évolution du comportement électoral dans le canton de Genève (1995-2007). Etude basée sur les enquêtes électorales *Selects* (Swiss electoral studies). Genève: Département de science politique.

Sciarini, Pascal (2010). "La concurrence au sein de la gauche." In Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.) *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg, pp. 131-177.

Sciarini, Pascal, Ballmer-Cao, Thanh-Huyen et Romain Lachat (2001). "Genre, âge et participation politique: les élections fédérales de 1995 dans le canton de Genève." *Revue suisse de science politique* 7(3): 83-98.

Sciarini, Pascal et Romain Lachat (2000). "L'abstentionnisme électoral dans le canton de Genève. Etude réalisée à l'occasion des élections fédérales de 1999. Genève, Département de science politique".

Sciarini, Pascal (2010a). "Le potentiel électoral des partis de gauche." In Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.) *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg, pp. 87-129.

Sciarini, Pascal (2010b). "La concurrence au sein de la gauche." In Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.) *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg, pp. 131-177.

Sciarini, Pascal (2010c). "Le potentiel électoral de la gauche dans les cantons." In Nicolet, Sarah et Pascal Sciarini (éds.) *Le destin électoral de la gauche. Le vote socialiste et vert en Suisse*. Genève: Georg, pp. 179-217.

Tawfik, Amal, Sciarini, Pascal and Eugène Horber (2012) "Putting voter turnout in a longitudinal and contextual perspective: An analysis of actual participation data." *International Political Science Review* 33(2): 250-269.

Wernli, Boris (1995). "L'abstentionnisme à Genève lors des élections fédérales. Un premier rapport sur les causes de l'abstention électoral, destiné aux membres de la Commission des droits politiques du Grand Conseil". Genève, Département de science politique.